

# «Malheureuse Angleterre».

## La chronique de Patrick Devedjian



La Grande Bretagne est une grande nation. C'est elle qui a inventé les droits de l'homme avec la Magna Carta en 1215, et c'est aussi elle qui a développé la démocratie parlementaire et représentative, afin d'éviter le populisme et ses excès. Elle s'est donné un système universitaire pour former une élite qui était le meilleur du monde jusqu'à ce que les Etats-Unis fassent mieux. En constante compétition avec la France, elle est arrivée à la surpasser durablement à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle et du traité de Paris de 1763 sur le Canada. Sa révolution industrielle a précédé la nôtre et les rivalités coloniales ont presque toutes tourné à son avantage, en particulier au Proche et au Moyen-Orient.

On ne peut donc qu'être stupéfait qu'un gouvernement anglais soit tombé dans le piège du populisme référendaire, si contraire à sa tradition politique. Où est passé M. Cameron qui a joué à pile ou face le destin de son pays pour régler les problèmes subalternes de son

parti politique ? Où est la cohérence de M. Johnson, qui réclamait avec insistance l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, et reproche maintenant de devoir subir un trop grand nombre d'immigrés ? Il faut plaindre la malheureuse Theresa May, aux prises avec une majorité hétéroclite, prisonnière d'une minorité extrémiste et exaltée, qui ne cherche que la destruction de la construction européenne, comme M. Farage ose le dire !

*En 2050, le Royaume-Uni, séparé de l'Union Européenne, aura cessé d'avoir un PIB parmi les 8 premiers pays du monde et ne figurera plus au G8*

**Vieilles nations.** Certes l'Angleterre n'a jamais été envahie depuis 1066, ce que presque tous les pays européens ont connu au long de l'histoire. Certes la langue anglaise domine le monde, portée par les succès de l'économie américaine. Mais la mondialisation fait rétrécir nos vieilles nations. En 2050, le Royaume-Uni, séparé de l'Union Européenne, aura cessé d'avoir un PIB parmi les 8 premiers pays du monde et ne figurera plus au G8. Le général de Gaulle s'opposait à l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun en disant : « La nature, la structure, la conjoncture qui sont propres à l'Angleterre diffèrent profondément de celles des continentaux ». Les « brexiteurs » tiennent-ils vraiment à lui donner raison si longtemps après ?

Certes, l'Union Européenne est traversée de perturbations et de difficultés diverses, mais c'est la raison même pour laquelle elle ne peut et ne doit rien concéder de ses principes fondateurs et des libertés sur lesquelles ils reposent, car, alors c'est cette Union qui se déferait. Les difficultés anglaises qui s'accumulent dissuadent déjà les populistes et les démagogues qui s'agitaient dans d'autres pays. C'est un grand malheur de ne pouvoir aider davantage nos amis anglais à se sortir de cette impasse qu'ils ont voulue délibérément et il n'y a hélas aucune chance pour que le vote du Brexit soit effacé car il est trop tard pour tenter le pari hasardeux d'un nouveau referendum.

La question irlandaise est inextricable, bloquée par dix députés DUP d'Irlande du Nord, qui font la majorité de Mme May et chacun prépare le « no deal » en déclarant hypocritement que c'est pour la

forme. Mais il serait irresponsable de ne pas le faire. L'Irlande du Sud ne peut être privée de l'Union douanière européenne, personne ne veut établir de frontière entre l'Irlande du Sud et l'Irlande du Nord, et seule cette dernière pourrait en bénéficier mais le gouvernement du Royaume-Uni ne veut pas d'une frontière douanière avec elle. Il est donc extrêmement optimiste d'imaginer qu'un compromis puisse être ratifié par la Chambre des Communes. Des élections législatives sont inévitables, car sans majorité stable, aucun gouvernement ne peut négocier utilement. Chaque jour apporte ses péripéties, ses revirements et ses déceptions.

*Les populistes de tous les pays n'hésitent pas aujourd'hui à ouvrir les boîtes de Pandore, la Grande Bretagne va leur donner à réfléchir pour longtemps. C'est le seul grand service qu'elle rend au monde démocratique par le choix du « leave »*

Grâce à la qualité de ses fonctionnaires la Grande Bretagne a pu jouer un rôle important au sein de la Commission Européenne. C'est ainsi qu'elle a toujours voulu orienter la politique européenne vers l'élargissement accéléré, rendant plus difficile l'approfondissement de l'intégration qu'elle a toujours combattu. Elle a su conserver à Londres le plus grand marché financier européen alors que, paradoxalement, elle refusait d'adopter l'euro, monnaie dominante du continent. Elle a pu aussi exercer son influence au bénéfice des Etats-Unis et on ne peut qu'être frappé par les encouragements provocateurs et inamicaux donnés par M. Trump aux « brexiters » qui éclairent bien la nature des enjeux et ne peuvent qu'eux aussi inciter à la fermeté. De l'Europe, des Etats-Unis, des pays non démocratiques, quelles sont les valeurs qui vont dominer le monde de demain ?

**Bases militaires.** Les très nombreuses affaires communes entre l'Union Européenne et la Grande Bretagne devront donner lieu à des traités bilatéraux qui ne posent pas de problèmes pour 85 % d'entre eux mais seront cependant au nombre d'environ 700. Les deux bases militaires britanniques de Chypre étaient à peine tolérées lorsque les deux pays étaient dans l'Union, elles devront probablement voir leur

statut évoluer. L'Espagne revendiquera Gibraltar, colonie britannique en Europe, avec plus de force et plus d'alliés au sein de l'Union Européenne.

Tôt ou tard, une majorité irlandaise se lèvera pour décider de la réunification d'autant plus que les catholiques deviennent majoritaires en Irlande du Nord. L'Ecosse souhaite rester dans l'Union Européenne et le Pays de Galles y pense. L'avenir du Royaume-Uni connaît beaucoup d'incertitudes.

Les populistes de tous les pays n'hésitent pas aujourd'hui à ouvrir les boîtes de Pandore, la Grande Bretagne va leur donner à réfléchir pour longtemps. C'est le seul grand service qu'elle rend au monde démocratique par le choix du « leave »..

<https://www.lopinion.fr/edition/international/malheureuse-angleterre-chronique-patrick-devedjian-166509>